

L'Europe au révélateur

19 janvier 2026



Économie, monnaie, géopolitique, l'Europe est sous pression. Elle a l'intention de se transformer mais il est temps car les Empires n'attendent pas : la Russie militairement, la Chine économiquement, les Etats-Unis stratégiquement, expriment clairement leurs ambitions.

Deux ans après le début de la guerre en Ukraine, les rapports Letta d'abord, en avril 2024, et Draghi ensuite, en septembre de cette même année, avaient élaboré un diagnostic des handicaps du Vieux Continent confronté aux bouleversements de son environnement.

Les deux documents proposaient également des pistes d'actions précises pour redonner du tonus à la construction européenne, de l'Union des marchés de capitaux à la mise en place d'une véritable préférence européenne dans les commandes publiques. Mais peu d'avancées concrètes ont suivi ces documents, pourtant abondamment commentés.

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, le 5 novembre 2024, avait pourtant sonné le rappel de l'urgence.

Avant même l'entrée officielle du fantasque milliardaire new-yorkais à la Maison Blanche, le président français exprimait ainsi les craintes de ses collègues européens lors d'un sommet de la communauté politique européenne (CPE) à Budapest en novembre 2024 : **« L'Europe doit écrire sa propre histoire et ne plus commenter l'histoire que d'autres racontent pour elle ».**

Quinze mois plus tard, **le sommet européen exceptionnel dans le Limbourg belge le 12 février a semblé marquer – enfin – une étape clé pour adapter résolument l'Union à la dureté du monde d'aujourd'hui.**

C'est Christine Lagarde qui, la première, lors de sa conférence de presse du 5 février 2026, à l'occasion de la dernière réunion de politique monétaire, **a alerté sur l'importance de cette réunion exceptionnelle en indiquant**, en dehors de toute question sur ce sujet, **avoir envoyé aux autorités de l'Union une « checklist » précisant**, selon l'institution de Francfort, **les points essentiels et urgents à traiter pour améliorer la position de l'Union.**

Le défi mis en exergue par la banque centrale européenne est essentiellement économique. L'Europe doit élever sa croissance potentielle pour échapper à l'augmentation des impôts ou de l'endettement, face à l'inéluctable accroissement des dépenses de défense, tout en préservant son modèle social.

Compte tenu des tendances démographiques, et en l'absence d'une politique migratoire volontariste peu réaliste compte tenu des équilibres électoraux sur le continent, **seule l'accélération de la productivité, donc de l'investissement, permettrait d'atteindre cet objectif.**

Qu'à cela ne tiennent, les beaux esprits ont tout de suite trouvé la solution : **les eurobonds** ! Le président français n'a pas été le dernier à rappeler qu'en 2020, face à la pandémie, l'Union avait su dépasser la lettre des traités pour devenir émetteur en propre d'obligations.

Le plan « Renew Europe », de 750 milliards d'euros, adopté à cette occasion, a permis à l'UE de devenir en elle-même un acteur financier majeur. Un moment « hamiltonien » pour tous ceux qui poussent pour une approche plus fédérale de la construction européenne, une exception dictée par l'urgence du CoVid, et qui doit rester telle, pour les autres.

Quelques années plus tard, force est de constater que les lignes n'ont pas fondamentalement bougé et qu'avec à peine plus de 60% des sommes allouées effectivement dépensées,

l'argument de l'efficacité peine à emporter la décision.

A part l'emprunt, l'autre levier évoqué pour accélérer la dynamique de l'investissement en Europe est le « fléchage » de l'abondante épargne du continent vers les besoins de l'UE.

Le défi ici est simple : plutôt que de créer un nouveau léviathan technocratique, lourd, contraignant et souvent inefficace, il s'agit de prendre les mesures pour relever la rentabilité des capitaux investis en Europe.

Car la vraie raison pour laquelle les épargnants du Vieux Continent dirigent une partie significative de leurs capacités financières vers les Etats-Unis ou l'Asie, est la différence de rendement potentielle de celle-ci dans ces zones, la faute à une fiscalité et à des règles plus lourdes et contraignante sur le Vieux Continent, ainsi qu'à un manque d'homogénéité dans le fonctionnement du marché unique.

Le « vingt-huitième » régime, mis en avant lors du sommet exceptionnel du 12 février, est une partie de la solution mais **l'Union ne pourra échapper à un changement fondamental de son approche économique** : moins de précaution ex ante, plus de risques pour plus de résultat.

A côté de ce défi économique, l'Europe doit aussi faire face à un défi monétaire, et la BCE ne pourra pas éternellement jouer l'attente.

Mois après mois, l'inflation diminue dans les principaux pays de la zone euro. En France, à 0,3% en rythme

annuel pour le mois de janvier, le seuil de déflation approche dangereusement. En Allemagne comme en Italie, sans atteindre de telles proportions, la décélération est très prononcée. Seul l'est du continent soutient encore – modérément – la dynamique des prix.

En dépit d'un indicateur agrégé encore très légèrement au-dessus de la barre symbolique des 2%, **le maintien d'une politique monétaire très prudente ne se justifie plus au regard de la faible croissance de la zone.**

La politique monétaire ne peut certes pas tout, mais elle a le pouvoir, en allégeant les conditions de financement, **de rendre plus attractifs les investissements dans les entreprises innovantes dont les perspectives de rentabilité sont encore lointaines.** C'est donc le bon moment pour prendre son risque. Réponse, en mars prochain.

Le dernier défi européen est géopolitique. Après le discours du Vice-Président américain J.D. Vance à

Munich en février 2025 à l'occasion de la conférence de sécurité, la prise de conscience a été brutale : Les Etats-Unis pouvaient abandonner leurs alliés, voire se tourner contre eux si leurs intérêts venaient à diverger trop radicalement. L'exemple des visées sur le Groënland est venu le rappeler rapidement.

Au même endroit, un an plus tard, en dépit d'une rhétorique adoucie avec des propos laudateurs sur la civilisation européenne et ses liens forts avec l'Amérique, le Secrétaire d'Etat Marco Rubio ne changeait rien sur le fond : **l'ordre international sur lequel s'est bâtie l'Europe, n'existe plus.** Seuls comptent les rapports de force et les volontés de puissance.

Dans cette nouvelle « ère des empires », l'Europe doit changer. La cathédrale normative, adepte des petits pas doit devenir une puissance souveraine, capable de parler d'une seule voix, de défendre son modèle, ses valeurs, et sa prospérité. Assez de discours, espérons des actes !

Wilfrid Galand

Directeur
Stratégiste

RETROUVEZ-NOUS SUR NOTRE SITE INTERNET
montpensier-arbevel.com



Linkedin
X.com

MONTPENSIER ARBEVEL

58 avenue Marceau, 75008 Paris, France - Tél. : +33 (0)1 45 05 55 55

Ceci est un document publicitaire. Les informations figurant dans le présent document, obtenues auprès de sources qui peuvent être considérées comme fiables, n'ont pas fait l'objet de vérifications et ne sauraient engager la responsabilité de Montpensier Arbevel. Les opinions émises peuvent être modifiées sans préavis. Elles ne constituent ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni un conseil en investissement. Ce document est la propriété intellectuelle de Montpensier Arbevel. Tout ou partie du présent document ne peut être reproduit ou rediffusé d'une quelconque manière sans l'autorisation préalable de Montpensier Arbevel.